



La Municipalité de Féchy

- vu la loi du 9 mai 1983 sur le contrôle des habitants (art.23)
- vu le règlement du 28 décembre 1983 d'application de la loi du 9 mai 1983 sur le contrôle des habitants (art. 15)

arrête

Article premier

Le bureau du contrôle des habitants perçoit, dès l'entrée en vigueur du présent règlement, les émoluments suivants :

a) enregistrement d'une arrivée (<i>par dossier</i>)		
- en résidence principale	CHF	15.—
- en résidence secondaire	CHF	25.—
- étudiants	CHF	10.—
b) enregistrement d'un départ, d'un changement d'état civil ou d'adresse		-.—
c) enregistrement d'un changement des conditions de résidence		
- transfert de l'établissement en séjour	CHF	10.—
- transfert du séjour en établissement		-.—
d) attestation de domicile sur un formulaire	CHF	5.—
e) attestation de domicile ou de séjour	CHF	10.—
f) communication à des particuliers ou à des établissements de droit public déployant une activité commerciale, sauf si une disposition expresse du droit fédéral ou cantonal leur permet d'obtenir ces renseignements gratuitement, par cas et selon la difficulté de la recherche		
- par oral au guichet	CHF	5.—
- par écrit	de CHF 10.— à CHF	30.—
g) communication à des particuliers de renseignements concernant une personne nommément désignée	de CHF 10.— à CHF	30.—

Art. 2

Sont réservées les dispositions du règlement du 16 décembre 2002 fixant les taxes de police des étrangers et d'asile.

Art. 3

Les quittances des émoluments perçus sont données par inscription apposée directement sur le document délivré ou par ticket de caisse.

Art. 4

Les frais de port sont à la charge des requérants, soit en fournissant l'enveloppe affranchie, soit en s'acquittant d'une surtaxe de CHF 2.— par envoi.

Art. 5

Ces taxes sont acquises à la Commune de Féchy.

Art. 6

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le Chef du Département de l'Intérieur.

Ainsi adopté par la Municipalité dans sa séance du 17 avril 2007

Au nom de la Municipalité

Le Syndic

la secrétaire

Francis Liard

Marguerite Pilloud

Adopté par le Conseil général dans sa séance du

Approuvé par le Chef du Département de l'Intérieur le